

Unité départementale de la Somme

Glisy, le 2 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SANA TERRA

route de Lihons
80340 FOUCAUCOURT EN SANTERRE

Références : 2022-E10027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement SANA TERRA implanté route de Lihons 80340 FOUCAUCOURT EN SANTERRE. L'inspection a été annoncée le 23/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANA TERRA
- route de Lihons 80340 FOUCAUCOURT EN SANTERRE
- Code AIOT dans GUN : 0005102207
- Régime : A

L'activité principale de l'établissement SANATERRA, situé à Foucaucourt en Santerre, consiste en l'exploitation de silos de stockage de céréales, de grains et de produits alimentaires dégageant des poussières inflammables dont la capacité totale de stockage est de 21 090 m³. Pour ce faire, le site dispose de deux silos de stockage de céréales, répartis sur le site :

– un silo vertical béton (silo 1) composé de 20 cellules de stockage ; 8 ont une capacité de 191 m³ environ et les 12 autres ont une capacité de 530 m³.

– un silo horizontal (silo 2) d'une capacité de 13 202 m³ environ composé d'une seule cellule.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2004. Contrairement à cet arrêté préfectoral, l'exploitant n'exploite pas d'activités de stockage d'engrais solide et de dépôt de produits agropharmaceutiques. L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 s'applique également aux installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
Dispositifs de découplage	AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 2	AP d'astreinte du 19/07/21	Levée d'astreinte
Equipements électriques en zonage ATEX	AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 3	AP d'astreinte du 19/07/21	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux non conformités ont été soldées. L'arrêté de mise en demeure du 04/03/2020 peut être abrogé. L'arrêté d'astreinte du 19/07/2021 peut également être abrogé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositifs de découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 2
<p>Prescription contrôlée : SANATERRA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, notamment en mettant en place des dispositifs de découplage adaptés concernant la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage. Les PV de réception des portes de découplage justifiant du sens d'ouverture et des résistances adéquates sont notamment envoyées à l'inspection des installations classées sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Une note de calcul du 30 août 2021 de la société Magnier Industries a été transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>Porte sous-sol Ossature bâti. - Les contraintes maximum relevées sont de 117 Mpa . Elles sont inférieures à la limite élastique (235 Mpa) - Conclusion : l'ossature du bâti après renfort résisterait à une explosion de 50 mbar sans déformation permanente.</p> <p>Porte étage Ossature bâti. - Les contraintes maximum relevées sont de 28 Mpa . Elles sont inférieures à la limite élastique (235 Mpa) - Conclusion : l'ossature du bâti après création d'appuis supplémentaires résisterait à une explosion de 50 mbar sans déformation permanente. 18</p> <p>La société Magnier industries atteste le renforcement des portes de découplage suite à un chantier réalisé en date du 14/10/21.</p> <p>Le sens d'ouverture des deux portes et les renforts ont été visualisés lors de la visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

Nom du point de contrôle : Equipements électriques en zonage ATEX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2020, article 3
Prescription contrôlée : SANATERRA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars, notamment en : <ul style="list-style-type: none">• mettant en conformité ses équipements électriques au zonage ATEX et notamment les moteurs Unelec et élévateur et leurs enveloppes dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les justificatifs de conformité sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.
Constats : Le zonage ATEX a été transmis en date du 28/01/2022. Les deux moteurs sont situés dans la tour de manutention, hors zone ATEX. Ils sont donc conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination des
politiques interministérielles
Bureau de l'environnement
et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SANA TERRA à FOUCAUCOURT-EN-SANTERRE
Abrogation d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mars 2020 et d'arrêté
préfectoral d'astreinte du 19 juillet 2021**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 avril 2004 délivré à la société SCA La Santerroise pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Foucaucourt-en-Santerre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mars 2020 mettant en demeure la société SANA TERRA de respecter les dispositions des articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 portant astreinte notifié à la société SANA TERRA suite au non-respect des dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2020 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 13 septembre 2021, du 10 novembre 2021, du 26 janvier 2022 et du 28 janvier 2022 à l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 27 janvier 2022 transmis à l'exploitant par courriel du **XX**, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la société SANA TERRA a été mise en demeure, le 04 mars 2020, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 9 et 10 de l'arrêté préfectoral ministériel du 29 mars 2004 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
2. un arrêté préfectoral d'astreinte a été notifié à la société SANA TERRA le 19 juillet 2021 suite au non-respect des dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mars 2020 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
3. au cours de la visite d'inspection du 27 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2020 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 19 juillet 2021 ;
4. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mars 2020 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 19 juillet 2021 peuvent être abrogés ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mars 2020 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 19 juillet 2021 délivrés à la société SANA TERRA pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Foucaucourt-en-Santerre sont abrogées.

ARTICLE 2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SANA TERRA.

Amiens, le

La préfète